

*Questions orales***PETRO-CANADA**

LA NOUVELLE CONCERNANT L'INTENTION DU GOUVERNEMENT DE VENDRE DES ACTIONS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il y a quelques années, un gouvernement conservateur a annoncé ses intentions de privatiser Petro-Canada. Ce gouvernement-là a été battu aux élections suivantes.

D'après les nouvelles d'aujourd'hui, le gouvernement conservateur actuel est sur le point d'emprunter à nouveau cette voie.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Ayant entendu la voix des anciens qui sont derrière lui et compte tenu du fait que durant les élections de 1984, il n'a pas reçu le mandat de privatiser Petro-Canada car le chef du parti conservateur n'a pas fait un seul discours à ce sujet au cours de la campagne électorale, et que les Canadiens désirent que Petro-Canada demeure une société d'État, le ministre peut-il nous dire ce qu'il pense des articles parus dans les journaux et nous assurer que le gouvernement n'empruntera pas cette voie abominable?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord rappeler à mon honorable collègue que le parti socialiste canadien, connu sous le nom de NPD, a été probablement celui qui a proposé la création d'une société nationale dans le secteur du pétrole et il n'a jamais gagné ses élections. Il n'a jamais été au pouvoir, monsieur le Président, avec sa proposition.

Deuxièmement, ce gouvernement a un mandat d'assurer un marché dans le secteur de l'énergie. Depuis 1984, ce gouvernement—et c'est son mandat de le faire—a donné instruction à Petro-Canada d'agir comme une société commerciale, ce que Petro-Canada fait pour le plus grand profit des Canadiens et des clients de Petro-Canada, depuis 1984.

Troisièmement, ce gouvernement a également annoncé qu'il y aurait une politique de privatisation pour les sociétés d'État, pour lesquelles nous ne reconnaissons pas, au moment de l'étude, un rôle de politique majeure au Canada.

Quatrièmement, puisque Petro-Canada agit déjà sur une base commerciale, nous pouvons conclure qu'il n'y a pas de rôle politique majeur pour Petro-Canada.

Voilà pourquoi, sans que le Cabinet ait pris de décision au moment où on se parle, la question de Petro-Canada est toujours à l'étude, aussi bien dans mon ministère que dans les autres institutions de l'État.

● (1430)

[Traduction]

LA POSITION D'UN SÉNATEUR AMÉRICAIN

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, j'espère que le ministre maintiendra tout ce qu'il vient de dire à la Chambre au cours de la prochaine campagne électorale.

Je répète que lorsque le premier ministre était chef de l'opposition, il n'avait pas parlé une seule fois de privatiser Petro-Canada au cours de la campagne électorale de 1984.

Puisque certains sénateurs et gouverneurs américains ont dernièrement protesté contre l'habitude canadienne du secteur public de s'ingérer dans l'économie et surtout que le sénateur Baucus a dit que ce genre d'ingérence ressemblait à des subventions en quelque sorte, le ministre va-t-il reconnaître qu'une des raisons pour lesquelles le gouvernement est sur le point de reprendre cette idée que les Canadiens jugent inadmissible, c'est à cause des pressions exercées par les États-Unis? Va-t-il l'admettre?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, j'invite le chef du parti socialiste à venir dans la circonscription de Frontenac n'importe quand, après et avant la période électorale, pour y discuter de n'importe quoi, y compris Petro-Canada.

Deuxièmement, pour ce qui est de la position de certains sénateurs ou citoyens américains, je n'ai pas l'habitude de prendre mes ordres d'autres pays.

* * *

[Traduction]

L'ÉNERGIE

LE PRIX DU GAZ NATUREL

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, j'ai mentionné que les conservateurs ne s'étaient pas engagés à privatiser Petro-Canada pendant la dernière campagne électorale, mais j'ai une déclaration tirée de leur énoncé de politique pour la campagne de 1984 que je demande au ministre de commenter pour voir s'il maintiendra ce qu'il a dit. Le manuel dit ceci en parlant d'un éventuel gouvernement conservateur:

Nous adopterons un système de prix sensibles aux fluctuations du marché pour le gaz naturel exporté tout en garantissant que les Canadiens paieront toujours moins que leurs voisins américains . . .

C'est à cela que le parti conservateur s'était engagé pendant la campagne de 1984.

Étant donné l'accord de libre-échange que le ministre a conclu avec les États-Unis et les récentes déclarations de politique, peut-il expliquer pourquoi les conservateurs ont complètement renoncé à la promesse qu'ils avaient faite aux Canadiens de maintenir des prix plus faibles au Canada?

M. Nystrom: Brian le menteur.

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je ne veux pas parler . . .

M. le Président: A l'ordre.

M. Shields: Nous savons de qui vous avez appris cela, Ed, c'est de Bob White.

M. Riis: Cette promesse figure dans votre manuel.